

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Politiques Territoriales
et du Développement Durable

Arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1IC 087

de Mise en Demeure à l'encontre de la Société CELOGIX IMMOBILIER EURL
sise, ZAC du Parc, rue Saint Exupéry à Compans (77123).

**Le préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003, autorisant la société SALAMANDRE à exploiter un entrepôt situé, ZAC du Parc, rue Saint Exupéry à COMPANS (77290),

Vu la lettre préfectorale du 28 juillet 2004, prenant acte du changement d'exploitant au profit de la société CELOGIX,

Vu le courrier du 25 février 2010 de l'inspection des installations classées à l'exploitant annonçant l'inspection du 10 mars 2010,

Vu le rapport et les propositions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France n° E-4/10-444 du 6 avril 2010, consécutifs à une visite d'inspection du 10 mars 2010, dont le principal objet était de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 08 DAIDD 1IC 148 du 22 avril 2008 ainsi que la réalisation des demandes de compléments formulées par courrier préfectoral du 6 avril 2009,

Considérant que la société CELOGIX est autorisée à exploiter un entrepôt composé de quatre cellules,

Considérant que les cellules 1 et 2 sont destinées au stockage d'archives et de documents papier,

Considérant que lors de l'inspection du 10 mars 2010, il a été constaté que :

- les opérations de charge sont réalisées dans la cellule 1 à proximité des produits stockés et n'ont pas dans le local de charge installé à cet effet dans la cellule 2,
- la largeur des allées ne permet pas de passer avec les chariots et que par conséquent l'exploitant ne peut pas accéder au local de charge pour réaliser les opérations de charge,

Considérant que l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2003 susvisé prévoit les conditions d'aménagement du local dans lequel les opérations de charge doivent être réalisées,

Considérant que lors de l'inspection du 10 mars 2010, l'inspection des installations classées a constaté que la société CELOGIX ne respectait pas les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2003 susvisé,

Considérant que la réalisation d'opération de charge dans une cellule de stockage est susceptible d'augmenter le risque de démarrage d'un incendie dans la cellule,

Considérant qu'il convient, en conséquence, et en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la sécurité, de faire application de son article L.514-1 en mettant la société CELOGIX, pour son établissement situé Rue St Exupéry, ZAC du Parc à COMPANS (77123), en demeure de respecter certaines dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2003 susvisé,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1er -

La société CELOGIX IMMOBILIER EURL, située 16 place de la Madeleine à PARIS (75008), est mise en demeure, pour son établissement situé, rue St Exupéry, ZAC du Parc sur la commune de COMPANS (77123), de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral n°03 DAI 2 IC 256 du 24 juillet 2003.

A cet effet, la société CELOGIX IMMOBILIER EURL, est tenue de réaliser, pour les cellules 1 et 2, les opérations de charge dans un atelier de charge répondant aux dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2003 à savoir :

« Les ateliers sont séparés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré 2 heures équipé d'une porte coulissante coupe-feu 1 heure. Il existe au moins une porte ouvrant vers une issue de secours.

Le local est très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans ce local. La ventilation manuelle est renforcée par une ventilation mécanique.

Le rejet à l'atmosphère se fait par un conduit incombustible, débouchant à l'air libre en un lieu éloigné de toute source d'ignition et tel que la dispersion d'un mélange gazeux soit assurée en toutes circonstances sans gêne ou incommodité pour le voisinage. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules, restituant le degré coupe-feu de la paroi séparée.

Le sol de l'atelier, est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur de 1 mètre au moins à partir du sol.

Le sol des zones de charge est recouvert d'une peinture anti-acide et matérialisé. »

Article 2 -

Les éléments justifiant la réalisation des actions correctives permettant les mises en conformité seront transmis à M. le Préfet de Seine et Marne.

Article 3 -

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.514-1 et L.514-2 du Code de l'Environnement sans préjudice de sanctions pénales.

La société CELOGIX IMMOBILIER EURL située à COMPANS (77123) est invitée à présenter à M. le Préfet de Seine et Marne les éventuelles observations écrites qu'appellerait de sa part la présente mise en demeure.

Article 4 - Informations des tiers (art. L.514-6 du Code de l'Environnement)

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Article 5 - Délais et Voies de Recours (art. L.514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun -- 43 rue du Général de Gaulle -- 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.
- les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.
- Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article 6 -

- la Secrétaire Générale de la Préfecture,
- M. le Maire de Compans,
- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société CELOGIX IMMOBILIER EURL sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 13 avril 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture,



Colette DESPREZ

DESTINATAIRES :

- Société CELOGIX IMMOBILIER EURL
- M. le Sous-Préfet de Meaux
- M. le Maire de Compans
- ~~Le Directeur de la DRIRE Paris~~
- Le Directeur de la DRIRE Savigny-le-Temple
- Le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Le SIDPC
- Chrono